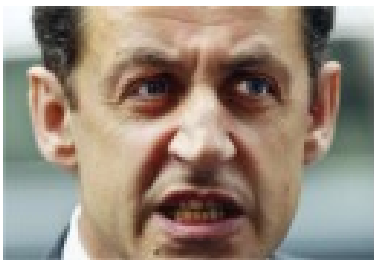


<http://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article191>



# M. Sarkozy continue la grande braderie nationale

- Dossiers - La grande braderie -



Publication date: mercredi 29 août 2007

---

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

---

Le 11 juillet 2007, à travers l'article de Philippe Mesmer *"Au Japon, les fonds d'investissement étrangers ne sont pas bienvenus"*, journal *Le Monde*, j'ai obtenu une information intéressante : **"... le Japon reste un marché très protégé, où les investissements étrangers ne représentent pas plus de 2,4 % de l'économie, contre 47,4 % en France."**

Cet article a été écrit suite à *"l'échec cinglant du raid lancé par le fonds d'investissement américain Steel Partners sur le fabricant nippon de condiments Bulldog Sauce"*. La Cour d'appel de Tokyo a précisé que le fonds *"avait montré que son principal objectif était d'empocher des profits par des transactions financières et, éventuellement, par la cession des actifs de la société"*. Qualifiant Steel Partners d' *"acquéreur abusif"*, elle a rappelé que *"le profit est généré par des activités économiques impliquant, entre autres, les salariés et les consommateurs"*. Au Japon, selon M. Mesmer, *"en juin, les assemblées générales des actionnaires ont, dans leur grande majorité, rejeté les propositions émises par ces fonds venus d'ailleurs, qu'ils concernent une hausse des dividendes ou encore des nominations aux conseils d'administration. Steel Partners, mais aussi Brandes Investment Partners ou Safe Harbor Investment ont ainsi essuyé des échecs"*.



**Charles McCreevy**, commissaire européen

En France, une telle démarche est aujourd'hui impossible. En effet, selon la Commission de Bruxelles, la France n'a pas le droit de limiter les investissements étrangers. (voir la note à ce sujet [\[1\]](#)).



**Pierre Mendès France**

Quels en sont les risques ? Pour le savoir, je vous invite à lire la note *La dangerosité des multinationales selon Mendès France* [\[2\]](#) dans laquelle vous trouverez des éléments intéressants qui laissent parfaitement entrevoir les dangers lorsque des entreprises dépendent d'autorités lointaines. Les investisseurs étrangers obéissent à deux mots : rentabilité et productivité. Ils recherchent le profit maximal -pour les grands actionnaires et non pour les salariés- et à l'instar d'Ignaciot Ramonet, je rajouterai que cette obsession les conduit à produire là où les coûts salariaux sont les plus faibles aboutissant éventuellement à des délocalisations.

Mais, malheureusement, la recherche du profit maximal pour les grands actionnaires au détriment des salariés n'est pas simplement du fait des investisseurs étrangers. Pierre Mendès France tenait les propos suivants en 1974 : *"Certains groupes français se prêtent, en effet, plus facilement à des arrangements et à des compromis avec des*

## M. Sarkozy continue la grande braderie nationale

---

*capitalistes américains qu'à des disciplines et à des adaptations découlant des besoins sociaux ou du progrès collectif ; le C.N.P.F. -aujourd'hui devenu le M.E.D.E.F.-, qui s'est élevé avec tant de hauteur contre les interventions de l'Etat et du Plan dans le domaine industriel, n'a jusqu'ici exprimé aucune inquiétude à l'égard des interventions financières du dehors !".*



Le M.E.D.E.F. n'est plus seul...M. Sarkozy l'accompagne dorénavant dans cette démarche. En effet, le 29 juin dernier, une conférence à La Baule est passée inaperçue sur le plan médiatique et pourtant l'information me semble majeure. M. Fillon, l'acolyte de M. Sarkozy, a prononcé un discours -qui plus est en anglais- dans lequel il a annoncé **la promesse du gouvernement de favoriser l'investissement étranger en France** en réformant la fiscalité et le droit social.

Morceaux choisis des déclarations de M. Fillon lors de la clôture de la conférence sur l'investissement en France à La Baule, en Loire-Atlantique : *"Nous allons lever tous les handicaps. Nous allons agir à l'automne dans des domaines qui vous tiennent particulièrement à coeur : la fiscalité, le droit au travail" ; "La France n'est pas suffisamment active. Elle travaille moins que les autres pays européens" ; "Son droit social doit être modernisé, simplifié et sécurisé".*

Oui, la grande braderie nationale continue...Une véritable fuite en avant. Je terminerai en vous invitant à lire la note *La nouvelle colonisation* [3] qui met en lumière le fait que ce phénomène va bien au delà du simple cadre français.

---

[1] <http://www.lecanardrépublicain.net/spip.php?article552>

[2] <http://www.lecanardrépublicain.net/spip.php?article17>

[3] <http://www.lecanardrépublicain.net/spip.php?article39>